

SOMMAIRE

- * EDITORIAL
 - * SITUATION ECONOMIQUE
ET POLITIQUE
 - * MOBILISATIONS POPULAIRES
 - * CCUSC
 - * REPRESSION
 - * DOCUMENTS
 - * NOUVELLES
-
-

diréctrice: c.benard

correspondance et souscription:

b. breton **93** RUE DU BAC
75007 PARIS

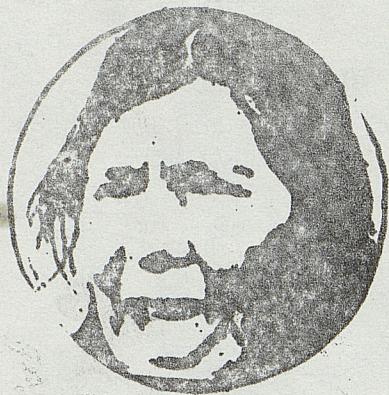
6 mois ... 15F nom

1 an ... 30F adresse.....

soutien 50F

imp. special censier

LISEZ ET DIFFUSEZ "PEROU INFORMATION"



E
D
I
T
O
R
I
A
L

Avec ce numero, Pérou Information accomplit trois ans dans la tâche de diffuser les luttes du peuple peruvien. Tout au long de ces trois années, la dynamique de notre organisation dans la réalisation de ces objectivos nous a emmené à prendre une définition idéologique consciente avec le Marxisme - Leninisme et postérieurement une prise de position politique et d'identification avec la VIIème Conference du Parti Communiste du Pérou (Patria Roja) comme résultat de ceux-ci.

Le notable essor qu'en l'actualité accuse le développement de la lutte de classe au Pérou, on peut le traduire d'une partie, par l'accentuation de la penetration imperialiste en notre patrie qui recouvre la politique reformiste de la J.M.G. et de l'autre la montée remarquable de la lutte révolutionnaire des ouvriers, paysans et d'autres couches populaires.

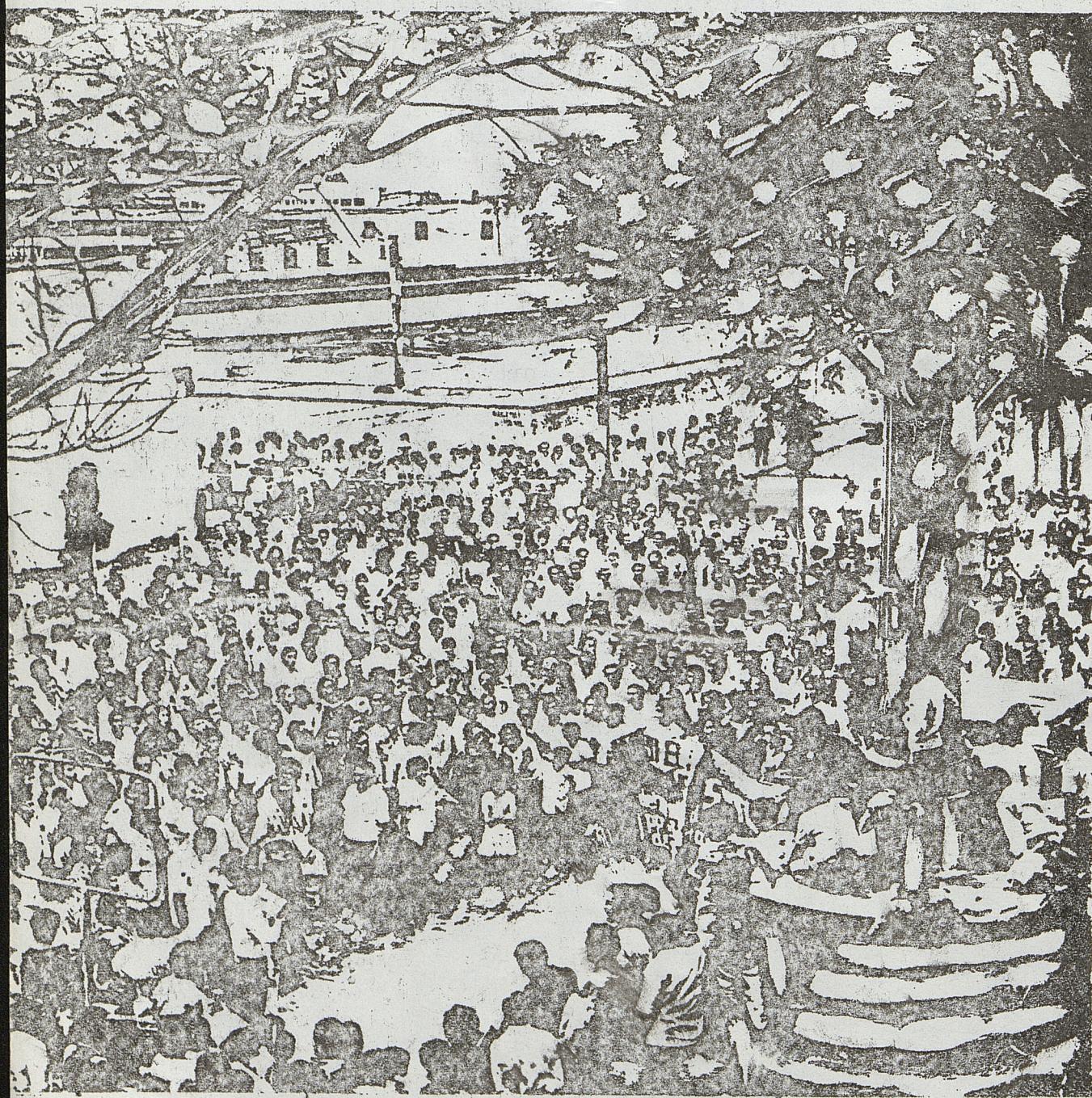
Nous manifestons notre compromis dans la recherche et concretisation du chemin indépendant du prolétariat peruvien à travers ses organisations de classe (CCUSC), à travers de l'alliance ouvrier-paysanne, nécessité absolue pour entreprendre la tâche de la révolution nationale, démocratique et populaire qui doit nous conduire au socialisme; et c'est aussi nécessaire de faire remarquer le rôle qu'en ce moment joue l'avant-garde organisée du prolétariat, le P. C. du P. héritier de la pensée et œuvre de José Carlos Mariátegui; dans le développement des luttes du peuple peruvien, devant la claudication du révisionnisme créole à la tête de la C. G. T. P. valût inconditionnel de la J.M.G.

Nous sommes sûrs que l'orientation marxiste-leniniste du P. C. du P. est correcte et que garantise la conduite révolutionnaire des masses, vers la conquête du pouvoir.

Finalement, notre tâche qui se réduit à la diffusion des luttes du peuple peruvien s'insère dans la perspective historique du développement de ces luttes. Nous avançons en la mesure que celles-ci

avancent; les délimitations idéologiques qui se réalisent comme résultat de la lutte des classes (l'alternative d'indépendance politique de classe propulsée par le P.C. du P., en face de l'alternative imposée par la JMG et appuyée par tous ses lackaïs: la collaboration des classes) nous situent dans l'accomplissement de cette tâche comme nous l'avons fait jusqu'au présent.

VIVE LE
P.C. du P.!



SITUATION ECONOMIQUE et POLITIQUE

(suite) ET CRÉATION DE LA STABILISATION SOI VOUS ARRIVEZ A L'ESPAGNE ET VOUS DÉBUTEZ LA

Nous devons combattre les pratiques de la junte militaire, démasquer son programme, ses mesures économiques et politiques, par une analyse de la situation au Pérou soumis à une crise structurelle interne qui renforce la penetration imperialiste.

La junte militaire pro-imperialiste représente la grande bourgeoisie, les industriels, les financiers, et les propriétaires terriens. Elle est appuyée par le capital imperialiste, soumettant ainsi le pays à une des crises économiques les plus aigues (misère, faim, surexploitation du peuple). Les réformes entreprises depuis bientôt huit ans par la junte ne sont synonymes que d'échec, de moyens d'oppression imperialiste, de néocolonialisme.

L'aspect demagogique des interventions de la junte et du ministre de l'économie camoufle la crise derrière une répercussion de la crise mondiale.

La réalité démontre qu'il c'est le peuple peruvien qui subit la crise dont l'origine ne se trouve pas dans la crise internationale, ni dans l'inflation, ni dans la balance des paiements et des services, mais dans le caractère semi-feodal et néo-colonial de la société peruvienne, sur la voie de la dépendance du capitalisme.

La junte militaire est littéralement incapable de la résoudre, étant donné la déformation de l'économie nationale,

la crise du travail, la sous-emploi, l'insécurité sociale, la dévaluation, l'inflation, la crise de la balance des paiements, etc. Cela démontre que la crise financière, fiscale de la balance des paiements, des budgets, etc.

Dans ce contexte, les mesures du "programme de relance économique" sont l'expression même de l'échec du reformisme bourgeois. Ces mesures aggravent les conditions de vie du peuple peruvien et sont basées sur les investissements imperialistes qui font de plus en plus de profit en surexploitant les paysans et les ouvriers. Le plan de relance prend pied dans la surexploitation du prolétariat et du peuple peruvien et dans le capital imperialiste qui finance l'échec des plans et réformes de la junte militaire.

Pour cela, le gouvernement et ses collaborateurs (révisionnistes, participationnistes, apristas, D.C.) s'efforcent de renouer des illusions et mentent au peuple avec le programme de relance économique sous le prétexte d'augmenter la production.

Avec cet objectif, ils sabotent les grèves, interdisent le droit de grève, réglementent les salaires, s'attaquent aux dirigeants syndicaux de classe. Ainsi s'accentuent la répression, la misère, la famine.

Cette relance économique bénéficie aux industriels, à ceux qui investissent, aux imperialistes présents dans nombreux secteurs (minier, industriel, pétrolier, agricole, pêche, etc.).

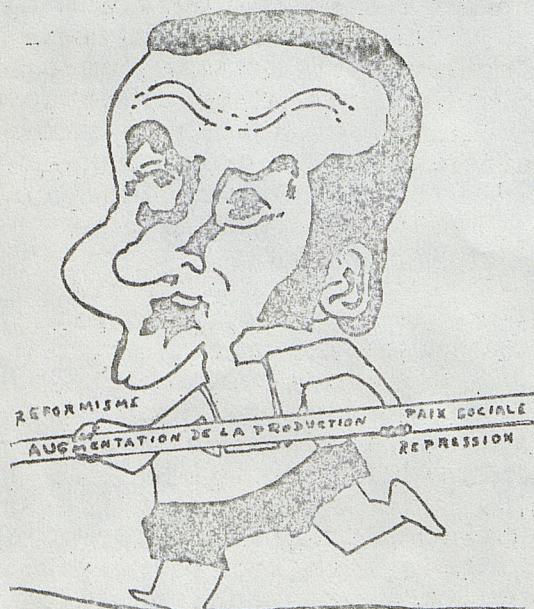
ECHEC DES PLANS DE DEVELOPPEMENT DE LA JUNTE MILITAIRE

1) Un indice important qui met en valeur la dependance du Pérou, c'est la balance des paiements: resultats de 1973 à 1975:

- en 1973: les exportations et importations (balance commerciale) eurent un solde positif compense par le solde negatif de la balance des services (investissements étrangers) qui augmente le deficit dans les comptes courants (addition de la balance commerciale et des services) = 213 milliards.

Ce deficit fut compense par le capital étranger et les investissements de l'état (balance des capitaux) = 374 milliards. Ainsi, d'une façon magique la Junte Militaire dit avoir obtenu 161 milliards de dollars de solde positif dans la balance des paiements.

- 1975, le Pérou termine l'année avec un deficit de la balance des comptes courants atteint 1568 milliards de dollars. En consequence, le deficit de la balance des paiements = 570 milliards de dollars.



2) Les dettes du Pérou dépassent 6 mille milliards de dollars. Elles se sont donc accrues de 7 fois entre 1968 et 1975. Ces chiffres prouvent le renforcement de la penetration impérialiste subie par le Pérou.

3) Les réserves internationales du Pérou atteignent 720 milliards de dollars en janvier 75, descendent à 150 milliards de dollars en décembre 75 (même chiffre qu'en 67; 105 milliards

Le dollar = 48% de réserves internationales. Sa dévaluation s'est répercutee sur la monnaie péruvienne (le Sol) et détériore la balance commerciale et la balance des paiements.

4) Avec les mesures de la relance, a été dévalué de 16.8%. Le PBI est en pleine chute; alors que la junte militaire envisageait un accroissement annuel de 7.5%, en 72, il fut de 5.8%, en 73, de 5%, en 74, de 6% et en 75, le PBI atteint seulement 4%.

5) Étant donné la faible production dans les divers secteurs de l'économie, le Pérou a recours aux importations des produits agricoles, préférant les acheter en faisant baisser la production agricole.

Ceci touche les classes populaires et se reflète dans la hausse constante du niveau de vie (100 % d'augmentation).

Nous signalons que les prix des produits importés furent doublement défavorables pour l'économie:

	import.	Exp.	indice des prix	
1974	1903	1505	100	100
1975	2491	1378	95	118 imp. exp.

Les résultats dans ce secteur agricole sont contraires aux prévisions du plan gouvernemental qui avait prévu un accroissement annuel de 4.2% alors que dans les faits, il atteint seulement 1% en 1975.

Or l'augmentation de la population = 3,2%.

La production des produits agricoles exportés n'a pas non plus augmenté (café et canne à sucre). D'où l'échec du plan 71-75 qui envisageait d'augmenter la production à exporter pour obtenir des devises.

Pour cela, on augmenta la surface cultivée pour l'exportation portant préjudice aux terres cultivées pour la consommation du pays.

Ainsi s'explique la crise dans le domaine des réserves alimentaires. C'est pourquoi le gouvernement pousse à importer.

Nous voyons maintenant comment le Pérou en 76 est obligé d'acheter ces produits à des pays différents et sous le contrôle imperialiste :

huile de soja	:	54900 TM
blé	:	780000 TM
maïs - sorgho	:	385000
riz	:	73000
produits laitiers	:	42790
viande (congelée)	:	16500
légumes secs	:	2000
soja	:	60000

Les importations s'élèvent à 171 milliards \$ en 1973, et à 300 milliards \$ en 1976.

Cet accroissement ne peut suffire aux besoins du pays.

L'échec du plan de développement de la junte militaire coïncide pleinement avec les intérêts imperialistes surtout des Etats-Unis. La demagogie de la junte militaire et de ses collaborateurs ne peut cacher la crise aiguë que traverse le pays. La dépendance du Pérou, augmentée par son incapacité de capitalisation internationale aurait permis un développement économique et social prend appui sur les investissements imperialistes.

MESURES DU PLAN DE RELANCE ECONOMIQUE

1) décret-loi 21-394 :

Après les décrets-lois antipopulaires 21201 et 21202, le gouvernement vient d'approuver le décret-loi 21394 sur le réajustement des salaires à la suite de l'augmentation anormale des prix. Cette mesure fait partie du "plan Barua" (nom du ministre de l'économie) avec lequel le gouvernement pense faire front à la crise économique, en faisant appel à "l'épargne forcée", à "produire davantage", à "plus de patriotisme", à "plus de travail" etc. Discours plutôt demagogique ! qui enveloppe la surexploitation.

L'offensive syndicale, politique, idéologique, qui vise la conciliation de classe et pousse le prolétariat à renoncer à lutter pour ses objectifs revendicatifs et historiques, se met derrière la bourgeoisie et fait retomber le poids de la crise sur les épaules des masses travailleuses.

Nous voyons comment ce décret-loi défend les intérêts imperialistes des grands bourgeois et propriétaires, fonciers d'un nouveau type et comment il légalise une fois de plus la famine, surexploitation et la misère du prolétariat et du peuple péruvien.

Ce décret-loi n'apporte aucune augmentation comme il prétend le faire mais seulement une simple assignation à négocier collectivement un alaire mensuel de 840.00 (84F.) qui ne compense absolument pas les 100% d'augmentation du niveau de vie.

Cette assignation n'entre pas dans le paiement des indemnités, des heures supplémentaires, des bonifications des transports.

Sont exclus par ce décret les paysans et tous les travailleurs soumis aux réajustements automatiques (comme

ceux du textile).

Il annule les cahiers de revendications.

Il maintient les taux salariaux du décret-loi 21202 et de plus les rabaisse à 70 sols (7F.).

Ce décret établit la fourchette de l'augmentation du salaire mensuel entre 55.000 sols (5,50F.) et 15000 sols (1 50).

Il annule les congés pour les syndicalistes, pour la maternité, pour maladies. Pour que cette assignation ne serve que pour un travail effectif, c'est-à-dire contre des prestations de service.

Ce décret viole les propres lois bourgeoises, le principe de non-retractibilité de la loi qui ne fonctionne pas pour ce décret et élimine les améliorations des conditions de travail et les augmentations obtenues auparavant par les travailleurs après des luttes très dures.

Face à cette offensive gouvernementale, il y a deux alternatives : d'un côté, les secteurs droite et réformistes présentant la modification du décret-loi démobilisant la classe ouvrière. De l'autre côté, les secteurs classistes qui connaissent le vrai caractère de classe de la junte militaire et des intérêts qu'elle représente et qui se mobilisent et luttent pour son abrogation.

Un exemple des mesures antipopulaires de la junte militaire à travers son plan de relance économique : le "salaire de base" au sujet duquel le ministre de l'économie affirme que le coût est de 5.600 sols (560F.) et qu'il peut être couvert par le salaire des ouvriers et employés. Ces affirmations ne coïncident pas avec les faits :

à : Cuzco = 7,90F.

Lima = 9,10F.

Puno = 7,10F.

Callao = 11,80F.

Ces salaires s'ajoutant aux

84F. mensuels dûs à l'assignation, arrivent à un total de 400F. mensuels (total qui ne couvre pas les 560F. dont parle le gouvernement d'une façon démagogique).

Les 560F. ou "salaire de base" souhaités par la junte militaire ne sont pas suffisants pour mener une vie normale sur le plan de l'alimentation, l'habillement, l'éducation, les transports... de tous les foyers populaires.

Cette situation s'aggrave avec la hausse constante du coût de la vie, la dévaluation des salaires et l'augmentation des prix.

Comparaison des salaires avec les prix des denrées de base
-riz : 1,65 F./kg.
-viande : 10,40F. /kg.
-huile : 4F/l.
-pain : 1,80F./kg.
- sucre : 0,10F./kg.

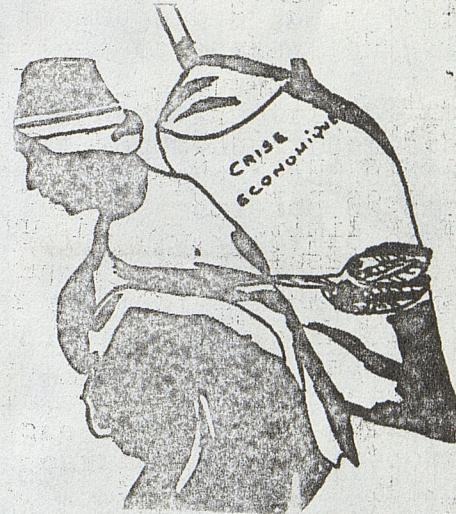
Quel salaire de base reçoit le ministre de l'économie ? On dirait qu'il existe seulement dans son imagination.



FINANCEMENT DU PROGRAMME DE RELANCE ECONOMIQUE

- Il est base sur :
- A) la surexploitation des paysans et ouvriers, employes soumis aux pires conditions de travail, de vie, de bas salaires etc.
 - B) Une autre façon de financer le programme d'augmentation de la production consiste à faire appel à la Banque Centrale de réserve qui fait circuler de l'argent depourvu de couverture - la planche à billets - ce qui implique une augmentation de l'inflation.
 - C) Le programme de relance économique destine à augmenter la production se fonde sur les prêts et les investissements imperialistes. Voici quelques exemples des investissements effectués pendant les premiers mois de l'année 1976 :
 - l'A.I.D. prête 11 millions de dollars pour la réalisation d'un programme d'utilisation de l'eau et de reboisement dans la Sierra.
 - la B.I.R.D. prête 76500\$ pour l'asphaltage de 375 kms de route situés dans la zone de Lima.
 - Pucallpa. Ce prêt (à 8,5% d'intérêt annuel) est remboursable en 25 ans et est assorti de 5 ans de garantie.
 - Un autre prêt de la B.I.R.D. de 37600 millions de dollars remboursables en 25 ans à 2% d'intérêt. Cet argent est destiné à l'asphaltage de la route d'Olmos.
 - prêt de la B.I.R.D. de 32460 millions de dollars remboursables en 20 ans, à 8% d'intérêt annuel, destiné à financer le réseau d'électricité de Cuzco.
 - D'une part, nous voyons que les plans et le programme économiques de la junte militaire ont un caractère "desarrolliste" et reposent sur l'axe de la politique neo-colonialiste de l'imperialisme. Nous voyons aussi que les plans économiques du gouvernement sont en train d'échouer.
 - D'autre part, les grands problèmes socio-économiques du

pays n'ont pas été résolus et ne le seront pas par aucun plan réactionnaire, non plus que par des consignes telles que "l'augmentation de la production" ou le "travail dans la paix", La faim, la misère et la surexploitation



Dans ce contexte, le milieu ouvrier et paysan connaît trois tactiques différentes qui recouvrent trois idéologies différentes :

1) la tactique du reformisme et du révisionnisme, qui s'exprime non seulement par ses programmes mais aussi par son idéologie et sa pratique. Ses partisans voient une communauté d'intérêts entre les classes populaires et la junte militaire. Ils proposent "d'approfondir le processus et d'unir les travailleurs pour les soumettre à l'oppression néocolonialiste de l'imperialisme et à la dictature de classe de la grande bourgeoisie industrielle et financière et des propriétaires terriens. Cette tactique fait fi de l'indépendance de classe du prolétariat. Les réformistes sont en cela les laquais de la bourgeoisie et de l'imperialisme.

Les partisans du gouvernement, c'est-à-dire les partisans de la participation, comme ceux qui soutiennent que la lutte essentielle est la lutte pour les libertés démocratiques

syndicales (comme le VR-PCR) proposent une tactique qui conduit à la liquidation de la Révolution. Les libertés démocratiques syndicales, envisagées comme tactique principale par les réformistes, ne sont que des conquêtes bourgeois mais doivent être liées à la défense et au développement du chemin indépendant du prolétariat.

B) la ligne gauchisante soutenue par des groupes petits-bourgeois qui empêche la lutte des masses par leur radicalisation, se limite à une opposition antifasciste et dogmatique.

C) La tactique révolutionnaire s'oppose aux deux tactiques déjà citées. La tactique révolutionnaire défend et garantit l'évolution menant à l'indépendance politique et de classe du prolétariat et des masses populaires dans leur lutte pour la Révolution nationale démocratique et populaire. Elle isole au maximum les organisations du réformisme corporatiste et bureaucratico-paternaliste de la réaction dans son ensemble. Elle cherche aussi à fortifier l'organisation politique et syndicale du prolétariat et des autres classes populaires. Ces actions devant former l'embryon du Front Révolutionnaire unique. L'unification et la centralisation des syndicats et des classes par le C.C.U.S. - seule solution du prolétariat - et les FEDIP constituent deux voies menant à l'unification de classe des masses populaires.

Le but est de créer un Front Révolutionnaire unique (FUR) qui groupera et unifiera

les masses nombreuses opprimées par l'imperialisme - surtout américain - par la grande bourgeoisie et les nouveaux propriétaires terriens. Les masses populaires, par le FUR se fondant sur l'alliance entre les ouvriers et les paysans et sous la direction du prolétariat, écraseront les exploiteurs et instaureront un gouvernement de démocratie populaire.

La tactique révolutionnaire consiste à donner l'elan à la lutte politique des masses populaires pour écraser le réformisme, pour unir les forces révolutionnaires susceptibles d'être unies et pour défendre le prolétariat dans sa lutte pour la LIBÉRATION NATIONALE la DEMOCRATIE POPULAIRE et le SOCIALISME.

suite de la pag. 14

rection, abandonnement. C'est aussi la condition indispensable à l'édification du prolétariat comme force indépendante et révolutionnaire, capable de diriger les luttes des grandes masses populaires et capables aussi de se présenter en alternative révolutionnaire face au réformisme et à la réaction en général et de mener concrètement la lutte pour la libération nationale, la démocratie populaire et le socialisme. (motion approuvée par l'assemblée nationale des syndicats de classe et des organisations populaires).

C'est là aussi la ligne du CCUSC et c'est dans cette ligne qu'il progresse. Nous saluons ses efforts et nous avons confiance en ce position C'est aussi cette ligne que va adopter la future deuxième Assamblée Nationale des syndicats de classe, qui aura lieu les 23, 24 et 25 Avril 1976 .

CCUSC

La classe ouvrière commence à se développer au début de ce siècle avec l'avancée de la pénétration impérialiste. Celle-ci existait déjà auparavant mais était limitée à l'exportation du guano sous une forme assez artisanale.

Les luttes que la classe ouvrière développa pendant la décennie des années 1910 à 1920, pour les 8 heures de travail et contre la faim (Corité pour la diminution du coût des subsistances) la font progresser dans son organisation et dans sa politique. Pendant une longue période elle est influencée par l'anarchisme. Puis, elle murit dans sa lutte contre le réformisme "apriste" et anarchiste. Orientée par José Carlos Mariátegui, elle se rassemble alors en une Centrale Ouvrière Nationale (C.G.T.P.) et en un parti prolétarien (Parti Communiste du Pérou). Mais avec la mort prématurée du "Amauta" (J.C. Mariátegui) ce parti chargé de conduire la classe ouvrière vers la libération nationale du joug impérialiste, facteur indispensable à l'obtention d'une véritable justice sociale ce parti se trouve aux mains d'éléments petits-bourgeois qui, à cause de leur incompréhension de la réalité nationale et aussi par d'autres raisons (situation internationale, répression etc.) se révèlent incapables de conduire la classe ouvrière par le clair chemin indiqué par Mariátegui.

Après 1939, sous l'influence révisionniste et "apriste", les objectifs cités plus haut sont abandonnés dans l'espoir d'obtenir des avantages à l'intérieur du système, ce qui a pour conséquence un renforcement de l'influence "apriste" (pro-impérialiste) qui va durer jusqu'en 1968 (en partie jusqu'à maintenant).

En 1968, la classe ouvrière réussit à reconstruire sa Centrale, mais elle ne peut échapper au contrôle du révisionnisme. En plus, à partir de cette année là commence à se développer dans le

pays une période de réformisme bourgeois pro-impérialiste qui essaye d'établir un contrôle corporatif sur la population, sous prétexte de "participation" dans un processus soit-disant révolutionnaire auquel le révisionnisme prête son appui, trahissant une fois de plus les intérêts du prolétariat.

Cette fois les conditions sont différentes et le prolétariat péruvien lutte contre cette position révisionniste. Au début il s'agit de résistance, puis en 1973, époque d'une accentuation de la répression gouvernementale sur le prolétariat (syndicat des pêcheurs, SIDER PERU, Chimbote, mai 73, etc.) commence un processus de centralisation de la classe ouvrière qui culmine avec la création du Comité de Centralisation et d'Unification Syndicale de la classe ouvrière : CCUSC.

En principe la nécessité de centralisation et d'unification ouvrière ne commence pas, comme on pourrait le croire, lors de la première assemblée syndicale nationale de la classe ouvrière les 9 et 10 novembre 1974 à la Cantuta, les racines organiques de la centralisation et de l'unification remontent jusqu'à ce qu'on a appelé l'Assemblée syndicale nationale du 12 août 73 à Chimbote, en passant ensuite successivement par l'assemblée nationale des syndicats ouvriers et des organisations populaires les 13 et 14 octobre 1973 à Lima, l'assemblée syndicale de la Oroya du 12 et 13 octobre 73 et les congrès syndicaux de décembre 73 et de février 74. Cependant les racines profondes qui ont engendré la nécessité de créer le CCUSC, se trouvent dans l'aggravation de la situation économique et sociale du Pérou. A l'intérieur de ce cadre se déroulent les activités des masses et l'avancée mais décidée des travailleurs, ayant acquis une compréhension très large de leurs tâches et des objectifs historiques de la classe ouvrière.

La lutte pour la centralisation et l'unification ouvrière et la réalisation de la première assemblée syndicale nationale ouvrière n'est donc pas le résultat d'un hasard ni de la lutte capricieuse de quelques dirigeants, sa raison d'être obéit à des causes objectives qui l'impulsent comme une nécessité historique pour notre peuple.

Mais qu'est ce qui provoque l'aggravation de la situation économique au Pérou ?
Essayons de éclairer brèvement la situation : La crise économique et ses conséquences néfastes, se font de jour en jour plus insupportables. La hausse incessante du coût de la vie (plus de 40 % pour l'année 1974) frappe dure-

ment des centaines de milliers de familles des classes laborieuses, la baisse des salaires réels et la perte de la valeur de la monnaie, la vague de licenciements et la fermeture d'usines, l'augmentation visible du chômage et du sous-emploi dans les villes, rend la vie quotidienne pratiquement impossible . A la campagne particulièrement parmi les secteurs des paysans pauvres et sans terre (qui représente la majorité) nous assistons au spectacle le plus déprimant que nous offre la pauvreté . Tout fait sentir aux travailleurs des villes et des campagnes que le poids de

la crise est en train d'être chargé sur leurs épaules et comme c'est naturel la riposte populaire ne se fait pas attendre et nous assistons à une série de mobilisations isolées tendant à arracher au patronat et au gouvernement une amélioration du niveau de vie .

La Junta Militaire répond aux justes revendications des classes exploitées au Pérou en admettant l'existence de la crise, mais dans son effort démagogique de " soigner son image anti-impérialiste ", elle déclare que la crise est internationale et que ce n'est donc " pas sa faute à elle ". Espérant faire croire en son " non mea culpa " et guidé par la ligne fondamentale de son idéologie : la collaboration de classe, elle se



la crise, mais dans son effort démagogique de " soigner son image anti-impérialiste ", elle déclare que la crise est internationale et que ce n'est donc " pas sa faute à elle ". Espérant faire croire en son " non mea culpa " et guidé par la ligne fondamentale de son idéologie : la collaboration de classe, elle se

met à combattre la crise " imposée " par les mesures suivantes : - toute grève est illégale et " contre-révolutionnaire " (le gouvernement legalise cette mesure en juin 75 , réactualisant ainsi le Décret Suprême, caduc et réactionnaire, anti-ouvrier du président Billinghurst en 1913 ..) - la sur-exploitation s'intensifie accélérant le rythme des machines dans la production ; - les conquêtes sociales obtenues par le prolétariat péruvien au cours de l'histoire de ses luttes sont tronquées de mille façons ;

- les droits syndicaux et démocratiques sont foulés aux pieds
- on refuse de prêter attention aux revendications des travailleurs, tout en signalant qu'à ce sujet les améliorations salariales se réalisent tous les deux ans, grâce aux conventions collectives, etc.etc.

Evidemment, cette "solution" du problème s'oppose une vague de grèves et de mobilisations populaires

isolées qui vont finir par prendre un aspect politique, puisque maintenant les luttes ne se limitent pas seulement à des revendications économiques, mais défendent aussi les organisations de la classe ouvrière et leurs dirigeants. La répression s'intensifie, l'attaque des locaux et l'agression des dirigeants syndicaux sont devenues choses quotidiennes et ont pour résultat :

- des dizaines de personnes
 - emprisonnées arbitrairement
 - déportées arbitrairement
 - licenciées arbitrairement
 - jugées sommairement
 - poursuivies arbitrairement
 - assassinées arbitrairement

Si la mobilisation populaire est isolée et dispersée, cela signifie qu'il existe une faible direction de classe. Alors, quel rôle jouent les Centrales syndicales et surtout la gauche péruvienne ?

Effectivement, l'autre aspect se situe précisément ainsi : en premier lieu, les directions des centrales syndicales existantes sont "incapables" de guider le mouvement et d'élever le niveau de la lutte. Ceci est dû simplement au fait que ces bureaucraties syndicales ne représentent pas les intérêts de la classe ouvrière, mais ceux de la bourgeoisie, elles ont essayé et essaient d'entrainer le prolétariat péruvien dans une ligne de collaboration de classe avec ses exploitants, de suivisme et de démission au profit du gouvernement en place, ce qui conduit à la démobilisation et ensuite à l'échec de la lutte des travailleurs.

Des 4 Centrales existantes : CTRP corporatiste, créée par le gouvernement, CNT (participationniste, direction démocrate-chrétienne) CTP, (syndicat jaune, opportuniste, direction apriste) et CGTP. Cette dernière est la plus représentative. Sa direc-

tion est actuellement usurpée par une bande bureaucratique révisionniste, trai~~tre~~ à la classe ouvrière. Celle-là même qui a mis le plus d'obstination à démolir le prolétariat constituant ainsi, par sa capacité de manœuvres et de confusion, l'éteignoir principal des luttes. Ce sont les meilleurs agents sociaux de la Junta Militaire du gouvernement.

Ce qui est le plus important à retenir de ce processus, c'est que les bases des différentes centrales syndicales se sont mobilisées en tant que classe ouvrière, laissant de côté et par conséquent, ne reconnaissant pas comme siennes, les consignes d'arrêt des grèves. De cette façon elles sont entrées en conflit ouvert avec leur direction bureaucratique. Ainsi donc face à l'offensive réactionnaire de la grande bourgeoisie et des propriétaires fonciers, et face à l'augmentation de la répression, le prolétariat péruvien a commencé à lutter, sans direction ouvrière unifiée qui aurait pu centraliser les combats.

Sur la classe ouvrière pesent non seulement les lignes révisionnistes, les syndicats jaunes, pro-patronales et collaborationnistes des directions actuelles des centrales syndicales, mais à cela s'ajoute la faiblesse des forces révolutionnaires qui n'ont pas suffisamment orienté les luttes, afin de les arracher au spontanéisme et à l'économicisme. Elles n'ont pas été capables d'éduquer les travailleurs et de leur permettre de former une conscience de classe, politique, qui les conduise à lutter non seulement pour leurs revendications immédiates, mais encore pour les objectifs qui entraîneront l'émancipation définitive de la classe prolétarienne. Si la ligne syndicale pro-patronale et collaborationniste a pu exercer son influence néfaste sur la classe ouvrière, c'est parce qu'elle a trouvé dans ce manque de conscience et de direction politique de classe, un terrain favorable à ses buts, en d'autres termes, elle a trouvé un allié important.

Ainsi, le CCUSO, comité de coordination et d'unification syndicale Ouvrière, naît donc de la lutte et comme nécessité de continuer le combat, en se fixant pour principal objectif la conquête de l'indépendance politique de

classe du prolétariat péruvien, condition substantielle pour réussir l'alliance ouvriers-paysans.

Dépassant les simples limites revendicatives le CCUSC se présente comme alternative syndicale de classe, face au syndicalisme révisionniste, jauni par l'anticipationniste et corporatiste. Il se présente comme un instrument capable d'assumer la défense intransigeante des intérêts immédiats des masses et de leur indiquer le chemin à suivre, suivant une plateforme de base, qui contient à la fois les revendications essentielles du présent et leurs intérêts futurs.

Cela veut-il dire que le CCUSC soit une cinquième centrale ?

Non, étant données les conditions d'influence néfaste des courants anti-ouvriers à l'intérieur des centrales syndicales et au sein de la classe ouvrière, l'effort fondamental du CCUSC, actuellement, s'oriente vers la coordination et l'éducation des classes, à partir de leurs propres expériences, pour la compréhension et l'acceptation du rôle historique qu'elles jouent dans la transformation de notre société. Avec le but stratégique d'obtenir l'indépendance de classe du prolétariat, le CCUSC cherche à forger la Centrale prolétarienne des travailleurs, mais cela ne signifie pas nécessairement créer une cinquième centrale, cela veut dire plutôt réorienter la CGTP (Centrale Générale des Travailleurs du Pérou) sur une ligne de classe en démasquant la clique dirigeante parmi les bases. Cela veut dire aussi défendre des principes, ce qui signifie, lutter pour le maintien de la ligne des principes, des objectifs, et des méthodes qu'assigna à cette centrale son fondateur J.C. Mariategui. Patriarcal auquel ne peuvent renoncer les travailleurs péruviens. Cela veut dire également arracher du réformisme et du collaborationnisme les bases et les secteurs de travailleurs encore empoisonnés et endormis par les discours de la clique des traidres qui usurpent aujourd'hui leur direction.

Vu de cette façon le CCUSC n'est donc pas une cinquième centrale supplémentaire.

Est ce que le CCUSC est un parti

politique ?

Non, le CCUSC ne se présente pas comme une alternative politique, organisée dans des conditions de faiblesse des forces révolutionnaires, son rôle est strictement limité à la mise sur pied d'un contingent indépendant du prolétariat. Il est donc lié et participe à la lutte politique révolutionnaire et agit sous l'influence du parti révolutionnaire qui est son guide. Le CCUSC a donc une perspective stratégique qui s'encadre dans la stratégie générale du prolétariat péruvien ayant pour but la libération nationale la démocratie populaire et le socialisme, seule voie possible à prendre sous la direction de son état major : le parti communiste du Pérou.

Le CCUSC peut-il devenir un Front Unique Révolutionnaire ?

Daucune façon. Le F.U.R. est une alliance des classes révolutionnaires



avec à la tête la classe ouvrière et dirigé par son état major. Son but est de conquérir et détruire l'état bourgeois, planter la démocratie pour le peuple péruvien, imposer la dictature sur la grande bourgeoisie impérialiste et avancer vers le socialisme. Le F.U.R. agit donc dans le cadre de la stratégie générale, tandis que le CCUSC cherche l'indépendance politique de classe du prolétariat, unifiant et centralisant ses luttes dans les conditions actuelles. Tout cela a pour but de rendre possible cette alliance et de réaliser ainsi

une tâche importante qui se situe dans une perspective stratégique, subordonnée et formant part de la tâche qui incombe au F.U.R. et qu'il doit réaliser.

Il est clair qu'à la politique de "paix laborale" de la Junta Militaire, le prolétariat péruvien oppose sa propre ligne politique: la lutte de classe. Cherchant ainsi à se libérer de la tutelle de la bourgeoisie à laquelle l'avaient soumis les bureaucraties syndicales "marchands d'ouvriers", le prolétariat a créé le Comité de Coordination et d'Unification syndicale de classe, comme seul et unique moyen qui puisse garantir la réussite de ses revendications actuelles et futures. Ceci est la condition pour obtenir la libération nationale, la démocratie populaire et le socialisme. Face à cette alternative syndicale donnée par le CCUSC, tous secteurs réactionnaires et leur expression dans le domaine syndical, marchent main dans la main et conduit par la Junta Militaire vers la constitution d'une Centrale unique qui garantira l'encadrement de la classe ouvrière, obligera celle-ci à collaborer et à travailler durement à la production de la plus-value qui sera recueillie et dont bénéficieront ses adversaires et les impérialistes.

Le premier pas vers une Centrale Unique corporative a été fait par la création au mois de février de cette année du Conseil Unitaire des Organisations syndicales (C.U.O.S.) constitué par trois des quatre Centrales syndicales. Cet organisme a un caractère supérieur, coiffant les centrales et coordonnant leur travail. Il a pour objectif de se constituer en Centrale unique des Travailleurs. Il faudrait ici signaler d'abord très brièvement le caractère bureaucratique de cet organisme.

Le CCUSC lutte aussi contre les positions hésitantes qui s'opposaient à lui tout en le reconnaissant et qui essayaient ainsi de s'en emparer pour servir leur politique boîteuse face au réformisme gouvernemental, devant lequel ils essayent de paraître comme les plus "révolutionnaires". Nous voyons comment les représentants syndicaux de Vanguardia Revolucionaria abandonnent le premier CCUSC

cherchant à noyer cet organisme nouveau né.

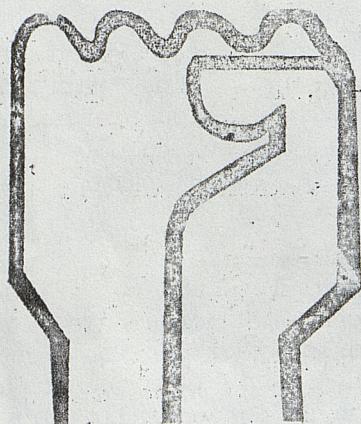
Au cours de la deuxième réunion plénière et lors de la première Assemblée Nationale Syndicale de classe, Vanguardia Revolucionaria et le POMR (Parti Ouvrier Marxiste Révolutionnaire) se retirent, démontrant ainsi leurs appétits de puissance. Ce sont particulièrement V.R., suivi par le PCR (Parti Communiste révolutionnaire) et un groupe du MIR (Mouvement de Gauche révolutionnaire), qui, ne pouvant pas contrôler le CCUSC, commencent une campagne de dénigrement et de boycott contre le CCUSC. C'est là l'attitude des opportunistes qui hésitent et qui, lorsqu'ils se voient en minorité, optent toujours pour l'abandon, le travail parallèle et la liquidation la plus éhontée. Les intérêts ni le vouloir des masses leur importe peu. Le secteur du MIR (Gadea) et le PCR, qui s'étaient compromis à faire le travail de centralisation sectoriale par région ou par aréo graphique, n'ont en rien renforcé le CCUSC, car ils n'ont jamais fait mention de celui-ci, ils n'ont parlé ni de ses principes, ni de son programme. La création par eux du COPAPOL, avec lequel ils veulent paralyser le CCUSC ne sert à rien.

Néanmoins, ces forces de droites qui boycottent le CCUSC apparaissent d'un coup comme "défenseurs" de celui-ci. Ils essayent de liquider l'influence M.L. dans le processus de l'unification et de centralisation de classe



pour s'en accaparer " par l'intérieur " et travaillem pour obtenir leurs objectifs . Ils parlent du CCUSC dans l'abstrait, comme si cet organisme n'avait ni principes, ni programme, ni une tactique . Ils prennent les consignes du CCUSC et les présentent comme les leurs, tandis que dans le passé ils ne les écoutaient pas du tout (d'ailleurs ils ne le font pas à présent non plus) ils déclaraient qu'ils étaient " obscures et indécises " . (C'est surtout l'opinion du PCR. Voir critique M.L. nr. 9 .)

En ce qui concerne le COPAPOL, il faut que nous nous mettons d'accord, puisque dans notre numéro précédent de P.I. (nr. 14-15) nous avions annoncé la création de cet organisme, ce qui ne nous compromets pas avec la ligne droitierte que veulent lui donner ses fondateurs (notamment le PCR) et cela, parce que ils veulent considérer ce front tactique, conjoncturel, comme une création du Front Révolutionnaire, avec une



stratégie qui n'a rien à faire dans le cadre d'une voie indépendante des masses vers la révolution nationale démocratique . A ce propos le CCUSC publia un manifeste le 17 décembre 75 par lequel il signale la nécessité de créer les conditions pour une accumulation des forces nécessaires, permettant de forger le F.U.R. , basé sur l'alliance ouvriers-paysans. Il signale les incorrections concernant les buts du COPAPOL, surtout en ce qui concerne la déviation réformiste et révisionniste. Celle-ci confond le caractère et le programme du Front Unique démocratique et populaire (de

caractère stratégique), avec le COPAPOL (aux buts conjoncturels, spécifiques et tactiques). C'est le FUR qui doit accomplir les tâches démocratiques et nationales de la révolution péruvienne qui vise au renversement de la domination impérialiste et des grands bourgeois et propriétaires fonciers . Dans ces circonstances, la lutte pour les libertés démocratiques (bourgeoises) a une importance tactique et ne peut servir que dans la mesure qu'elle facilite le développement de la lutte de la classe ouvrière et du peuple pour leurs objectifs historiques . C'est ainsi qu'en remenant les tâches démocratiques populaires (révolutionnaires) à la seule lutte pour les libertés démocratiques on fait une concession à la bourgeoisie, désarmant politiquement et idéologiquement la classe ouvrière , faisant miroiter devant ses yeux des illusions réformistes .

Si l'on ne corrige pas cette déviation le COPAPOL sera sûrement amené à se convertir en un défenseur du réformisme et du révisionnisme . Ceci n'est rien de nouveau pour le PCR, puisque dans l'Assemblée syndicale de Chinbote (jusqu'à présent le PCR formait partie de V.R. -après sa sortie du MIR) il a accepté la coordination et la centralisation avec l'APRA , d'accord avec les conditions que lui imposa ce parti réactionnaire (pas parler de politique, ni de marches revendicatives, ni de mobilisations, meetings etc ... lors des "luttes" pour les libertés syndicales et démocratiques). PCR et V.R. ont continués dans cette même ligne d'idées lors de l'Assemblée de la OROMA où ils décidèrent de " lutter pour les libertés démocratiques et syndicales qui garantissent notre indépendance politique et organisationnelle " .

La classe ouvrière n'est pas opposée aux libertés démocratiques (elle lutte pour elles), mais elle s'oppose à ce qu'elles se convertissent en un fétiche et qu'elles ne soient plus le but final de la lutte des masses et des syndicats . La véritable démocratie sera obtenue par la prise du pouvoir .

C'est là la ligne que préconise J.C. Mariategui et c'est la ligne de la première CGTP que les révisionnistes , embusqués dans sa di-

suite à la pag. 8



MOBILISATIONS POPULAIRES

La classe ouvrière, la paysannerie et le peuple péruvien sont victimes en ce moment la plus féroce offensive économique, idéologique et politique menée par les classes dominantes et leurs représentants politiques qui prétendent mettre sur le dos des ouvriers tout le poids de la crise économique de caractère structurel que traverse le pays. Ceci est le résultat de la dépendance de l'impérialisme qui

- accentue encore la sur-exploitation (décret-loi 21 394)
- décrète de nouvelles mesures répressives pour écraser les justes luttes revendicatives (décret loi de 1913)
- renforce l'effronterie des entrepreneurs
- refuse de reconnaître les conquêtes des travailleurs (FETICEP)
- aggrave la répression (Churbimini de Pirelli)
- détient des dirigeants syndicaux et leurs avocats (Cuadros, Cuentas Colchado, Diaz, Ledesma, Salas etc .)
- occupe les syndicats (Camena, Inresa, Plasticos El Pacifico, Motor Perú)
- augmente les licenciements massifs (Plasticos El Pacifico , Toyota, Pan Todos)
- ferme les universités et licencie des professeurs (San Agustin d'Arequipa, Huacho, Dept. de Sociologie de San Marcos à Lima).

C'est à dire, tandis que la bourgeoisie décharge toute sa haine de classe sur le peuple, agravant encore la sur-exploitation et la répression, celui-ci s'organise et lutte contre cette situation, renforçant les luttes populaires que ni mille manœuvres des camarillas de dirigeants révisionnistes - ayant pour but de dévier et étouffer ces luttes -, ni le silence servil de la presse " socialisée " pourront cacher l'essor des luttes de classe dans notre patrie .

Un essor qui est pour le moment encore spontanée et économiste, mais malgré la nature des problèmes, les masses ne peuvent entreprendre des luttes seulement économistes, mais doivent aussi apprendre à s'organiser et à se mobiliser en fonction des intérêts tactiques et stratégiques du prolétariat, de la paysannerie et du peuple péruvien, changeant ainsi la lutte purement économique en lutte politique et le succès des grèves en mobilisations politiques de masse .

Nous voyons donc que la grève comme forme de lutte - aussi bien pour des fins économiques, sociales et politiques - est insuffisante et limitée ; les exigences de la lutte de classe nous imposent maintenant plus que jamais des mobilisations et l'organisation de classe et révolutionnaire des masses , pour pouvoir paralyser - dans des conditions meilleures - l'offensive réactionnaire des classes dominantes , de l'impérialisme yankee et de son gouvernement qui, aidé le révisionnisme et le réformisme de toute sorte, essaient de nous entraîner derrière leur drapeau de " paix sociale " et " d'augmentation de la production pour renforcer la révolution ".

Face à cette situation, la meilleure réponse est de serrer les rangs autour des organismes syndicaux populaires, pour répondre coup sur coup aux attaques, impulsiver la mobilisation permanente, liée aux luttes ouvriers-paysans et populaires, éléver à la chaleur de la lutte, le niveau de l'unité politique - revendicative, créer des fronts intérieurs et en les intégrant au processus de

- la centralisation de classe de la paysannerie, renforçant et activant le CCUCC ;
- la centralisation syndicale de classe du prolétariat, qui a à sa tête le CCUSC ;
- la centralisation et unification des luttes populaires, créant les FEDIP .

Ceci sont les tâches du moment, car seulement l'unité dans la lutte, la cohésion des forces, la défense intransigeante de l'indépendance de classe et des droits démocratiques et syndicaux, assureront une réponse adéquate aux manœuvres patronales et à la politique répressive et anti-laborale du gouvernement .

Il n'est donc pas possible de conserver la moindre illusion sur ce que l'on appelle "l'ouverture démocratique" pour la classe ouvrière et le peuple. Il n'y a qu'une seule perspective, un seul chemin : la libération nationale, la démocratie populaire et le socialisme construits par la classe ouvrière, la paysannerie et le peuple lui-même .

LE SIAC ET LA LUTTE

Le secteur le plus combattif du SERVICE DES DOCUMENTS A MARIÉ, combatt depuis plusieurs années déjà le patronat et lutte pour ses justes revendications. Ces luttes se sont renforcées vers les années 70 lorsque la direction décida, comme mesure répressive, le licenciement de 200 ouvriers. Mais loin de démorraliser les ouvriers, cette mesure renforça encore leur combattivité, ils exigeaient de meilleures conditions de travail et de salaires, cherchèrent à créer une organisation indépendante et refusèrent de se soumettre inconditionnellement aux organisations anti-ouvrières, entretenues par le gouvernement .

Les ouvriers créaient le "Comité de Défense des ouvriers du SIMAC" et se lançaient courageusement dans la lutte, par des arrêts de travail, des mobilisations, des grèves illimitées et obtenaient enfin, le ré-embauchage des 200 travailleurs .

Actuellement le patronat continue avec l'escalade répressive, par des mesures d'intimidation envers les ouvriers et les dirigeants les plus combattifs, qu'ils menacent de licenciements. La direction a fait occuper toutes les installations de l'entreprise par des effectifs armés de la Marine de Guerre, qui patrouillent nuit et jour, partout, dans les cours, postés sur les toits et surveillent le moindre geste des ouvriers, vréant ainsi un cliam de démorralisation et de peur, ignorant et méprisant totalement les organisations ouvrières. Mais cela n'a pas diminué la combattivité de ceux-ci, ni freiné leur prise de conscience ; cela n'a pas empêché non plus leur intégration au gros du mouvement ouvrier péruvien .

Tous ces faits ont amené la Junta Militaire à décretter le 5 janvier 76 6 jours de suspension du travail pour tout le personnel de l'entreprise et le licenciement de 271 ouvriers. C'est de cette façon que le patronat - l'Etat - prétend une fois de plus neutraliser les forces prolétaires et à les priver de leurs conquêtes historiques .

Face à ces méthodes utilisées par la Junta Militaire pour défendre le capital de la grande bourgeoisie pro-impérialiste, qui, malgré l'échec veut maintenir son programme, le Comité de Défense des Ouvriers du SIMAC a dit : NON ! Les ouvriers ont affirmé leur décision de continuer leur lutte et exigent :

- le paiement des six journées de suspension du travail
- le ré-embauchage des 271 ouvriers congédiés .
- la reconnaissance de leur organisation syndicale en marge des organisations fantochies du patronat .

Les ouvriers donnent leur adhésion à l'ensemble du mouvement populaire .

L' INVASION DE " PUENTE HUASCAR "

En janvier de cette année, 5 mille familles envahirent par la force des terrains près de LIMA qui étaient considérés comme " propriété privé ". Le but de cette invasion était pour les familles d'établir des foyers provisoires sur ces terres . Tous étaient poussé par la nécessité et le désir de vivre dans des conditions humaines . 5 mille familles représentent environ 25.000 personnes qui vivaient, avant de ce décider à cette action, terrées dans des ruelles sombres, dans des taudis et bicoques de la grande cité de Lima , sans les conditions minimes d'espace, de salubrité,etc . Pire encore,ils payaient de très hauts loyers pour ce que l'on appelait des " maisons " . Le désespoir et l'asphyxie à laquelle ils se voyaient condamnés étaient à l'origine de ce mouvement populaire de prise de terres sur les rives du fleuve Rimac. Les familles plantaient là leurs piquets de bois et leurs estères d'osier ou de paille et commencèrent à éléver leur modestes cabanes dans l'espoir de pouvoir plus tard construire une maison qui leur offrirait de meilleures conditions pour vivre .

La plus grande partie de ces familles sont d'origine rurale et viennent de la Sierra . Ce sont des paysans appauvris qui sont venu à Lima au cours de la migration qui sévit au Pérou déjà depuis plusieurs décades et qui est la conséquence du très bas développement de l'agriculture . Les relations ^{familiales}/féodales qui ont encore cours à la campagne , exacerbés par la " réforme agraire " , tout les pousse à descendre sur la côte à la recherche de " nouveaux horizons " . La faible industrialisation des villes de la côte, conséquence de notre situation de pays capitaliste dépendant, empêche la captation de cette main d'oeuvre qui descend sur la côte en grand nombre et d'une façon très désorganisée . Le non-emploi est ici encore plus effarant que dans la Sierra et les gens se voient obligés de vivre dans des bidonvilles, que l'on appelle maintenant pompeusement " Jeunes villages " et qui se trouvent autour de Lima ou près d'autres grandes villes du Pérou . Tous ces bidonvilles manquent de conditions de salubrité et sans les installations indispensables pour mener une vie digne et humaine.

La réponse du gouvernement à ces initiatives, ne se laisse jamais attendre : c'est la répression directe contre les occupants de ces terres : on envoie la Garde Civile qui les déloge avec des bombes lacrymogènes, des bâtons et qui souvent tire avec de vrais balles . Ou alors c'est la répression indirecte : c'est celle-là qu'on a employée lors de l'invasion de " Huente Huascar ". L'armée s'est amenée avec des camions, on a chargé les familles des occupants et on les a emmené très loin de Lima, ville où la plupart des personnes avaient trouvé un petit travail qui les faisait vivre : vendeurs ambulants, cireurs de bottes ,etc . On les installe dans une région où il n'y même pas d'eau, aucun moyen de communication avec la ville, où aucun autobus ne passe jamais. Et là; on les abandonne à leur sort . Chacun peut alors essayer de construire sa maison où et comment il peut, brique par brique, même si cela peut durer trente ans ...

Néanmoins le Pérou possède un énorme appareil burocratique appelé " Ministère du Logement ", qui se désintéresse totalement du problème des " Jeunes Villages " et qui utilise l'argent du peuple pour améliorer les zones résidentielles habitées par la bourgeoisie .Un office du SINAMOS qui devrait s'occuper des " Jeunes Villages " n'en fait rien. Signalons qu'à Lima, avec une population de 3,5 millions d'habitants, un million et demi de gens vivent dans des bidonvilles .

En vue de cette situation, les masses s'organisent, elles commencent lentement à comprendre qu'il est impossible de demander au gouvernement, représentant au Pérou des intérêts nord américains et de la grande bourgeoisie, d'aller contre ses intérêts de classe, et que c'est uniquement par la lutte organisée et révolutionnaire de tout le peuple qu'on obtiendra, entre autres choses, aussi : la confiscation des logements urbains monopolisés par le capital impérialiste et grand bourgeois ; la ré-distribution de ces logements entre la population qui en manque ; la garantie du droit au logement pour les familles, grâce à la construction massive de maisons qui permettront ainsi l'élimination des bidonvilles, vraies " ceintures de misère " ; et la réglementation des loyers payables pour ces logements, de telle façon que ceux-ci ne doivent pas dépasser le 10 % des revenues familiaires, etc.

- SOMMAIRE
- LISTE DES GRÈVES ET MOBILISATIONS DU PÉROU AVANT LA VICTOIRE DE L'APRÈS
- SERIES D'EVÉNEMENTS : CHRONOLOGIE DES GRÈVES DU 1 JANVIER 76 AU 30 MARS
- 19-20 janvier : Grève de protestation de 48 heures de la FNTMMP (Féd.Nat.des Travailleurs des Mines et des Métallos du Pérou) :
- pour la solution des cahiers de revendication
 - pour la liberté des prisonniers
 - contre la fermeture des centres de travail
 - pour la dérogation du décret-loi de 1913, concernant la réglementation des grèves
 - Contestation de la politique anti-laborale de la Banque Minière, de la Communauté de compensation minière (COCOMI) et de l'Office des communautés laborales OCLA .
 - Répudiation des centrales nationales de la CTRP, CTP, CNT et de la direction de la CGTP .
 - Renforcement du CCUSC .
- 2-3 février : grève préventive de 48 heures du syndicat ouvrier des Méches et Explo-sifs (FAMESA), contre les décrets-lois 21 394 et 21 396 ainsi que contre tous les abus dont est victime la classe ouvrière .
- 4 février : Grève générale illimitée des métallos de INRESA , protestant contre l'intransigeance patronale . Les patrons refusent de donner une solution aux exigences des ouvriers .
- 17 février : Deux mobilisations, organisées avec succès par le CCUSC: concentration de masses et une grève de 48 heures (FETIMP, FENTUP, CHIMIE, FETICEP et une série de bases, FETRAP, Chaussures SIMAC ,etc. tous en conflits ainsi que la FEP .
- pour la libération des dirigeants syndicaux
 - pour la ré-embauche des travailleurs licenciés
 - contre le décret loi 21 394 et autres
 - pour une augmentation des soldes et salaires de 100 %
 - contre la commission multinationale
 - contre la Centrale unique gouvernementale
 - contre l'ambassadeur de l'impérialisme : Kissinger hors du Pérou !
 - Pour la reconstruction de la CGTP .
- 23 février : Grève générale illimitée et mobilisations dans le département d'Arequipa, pour la dérogation de la loi 21 394, le non-paiement de la dette agraire, la solution des problèmes de base .
- 26 février : Grève de 48 heures dans la province du Callao, contre la hausse du coût de la vie .
- février : Grève de 48 heures de la Fed.des Travailleurs de l'Industrie de la bière du Pérou (FETICEP); pour une solution des cahiers de revendication .
- 1-2 mars : grève de 48 heures dans le dept. de La Libertad , pour une augmentation des soldes et salaires, pour la solution de divers problèmes syndicaux. Contre la loi 2194.
- 6 mars : Le CCUSC appelle à l'organisation d'assemblées syndicales qui devront évaluer le travail des syndicats classistes dans les div.bases.
- 22-23 mars : Grève et mobilisation nationale convoquées par le CCUSC .Contre la politique de famine, d'exploitation, répression de la Junta Militaire
- Solidarité avec les syndicats en conflits . Respect du droit de grève
 - dérogation de la loi 21394 et autres
 - ré-embauche des ouvriers licenciés et suspendus.
 - Libération des dirigeants et arrêt des procès en cours.
 - Appui aux "Jeunes Villages" .
 - Grève de la Fédération des Laboratoires .
- 24-25 mars



REPRESION

Le prolétariat et la paysannerie en lutte contre l'oppression patronale et la Junta Militaire, élèvent chaque jour plus haut la voix de protestation. Les masses rejoignent leurs organisations, en marge et en contradiction avec les organismes corporatifs fascistes au service de la Junta Militaire. Les contradictions au sein de la société péruvienne se font de plus en plus exacerbées et les militaires, impuissants de faire taire les justes revendications des masses travailleuses, répondent par des actions répressives, s'attaquant aux secteurs les plus combattifs et à leurs dirigeants.

Ces actions répressives vont de mesures s'appuyant sur des dispositions "légales" (défense des intérêts patronaux), ainsi que sur la loi réactionnaire 21 394 (qui maintient son caractère anti-populaire, malgré les "modifications" et qui combat les droits économiques, sociales et syndicaux des travailleurs) jusqu'à des méthodes plus féroces comme :

attaques contre des locaux syndicaux et leur déstruction.

sequestres de dirigeants syndicaux, effectués par des civils au service des appareils de répression policiers

sequestres effectués par la police, qui utilise le système "carrousel" - (changeant le détenu constamment de prison pour éviter la légalisation de son arrestation et le Habeas Corpus). Lorsque la police reconnaît l'arrestation et que les détenus peuvent, par hasard établir une communication clandestine avec l'extérieur et dénoncer les abus, ils sont durement punis : on les prive de nourriture pendant plusieurs jours, on leur enlève la pailasse et on les enferme avec les prisonniers de droit commun.

assassinats sous la forme d'"accidents" au cours d'un transfert (le cas du dirigeant paysan Pimentel).

assassinats de dirigeants ouvriers par la police qui déclare qu'elle les a confondu avec des délinquants dangereux.

Interrogatoires qui se terminent par la liquidation physique du prisonnier et que la police présente ensuite comme un "suicide".

Le 4 décembre 75 une action répressive de la Junta Militaire a eu lieu contre les avocats et défenseurs de la Fédération des Mineurs du Pérou (FETIMP). Sans aucune accusation faite contre eux, ont été arrêté les avocats

Diaz Chavez

José Oña Meono

Arturo Salas

Genaro Tedesma

qui ont été ensuite déporté au camp de concentration EL SEPA en forêt vierge.

En même temps ont été arrêté

Victor Quadros, secr. gen. des mineurs et métallos du Pérou et

Hernan Cuéntas, dirigeant des mineurs de Cuajone.

Ces deux syndicalistes ont été constamment déplacé d'une prison à une autre et leur situation est grave, car ils ont commencé le 21 février une grève de la faim.

Le 24 janvier 76 le camarade

Perico Colchado Chinchay, secrétaire du syndicat unique des pêcheurs de Chimbote, fut séquestré au milieu d'une assemblée générale dans une des bases (COPES) par une trentaine de membres de la PIP. Il fut emmené par ceux-ci et selon le système du "carrousel" il n'était pas possible pendant un mois à savoir où il se trouvait. Ensuite on retrouva ses traces : il avait été déporté au SEPA, sans qu'aucune accusation lui a été communiquée.

Le 29 janvier 76 , la PIP a arrêté le Dr. Alfonso Silva Sernaque, avocat du syndicat combattif de Plasticos El Pacifico .

Le 2 février le camarade Jorge Chumbimuni, membre de la direction C. clasa de Pirelli, fut enlevé dans une voiture de police . Lorsque sa mère vint le chercher au commissariat, on lui disait que son fils était mort, assassiné par des étrangers !

Le 19 février, à midi, le local de la Fédération des Travailleurs de Centromin fut attaqué par trois individus encapuchonnés et armés, qui brutalisèrent le camarade Victor Diaz , secr. d'organisation, ainsi que Clemente Santana , secr. à la défense . Ils détruisirent tous les archives et volèrent les documents du syndicat . Ces mêmes hommes enlevèrent ensuite Victor Diaz, le frappant sauvagement pour l'obliger à leur donner des informations concernant les membres de la direction et sur les relations avec le mouvement syndical et son affiliation au CCUSC. Après avoir été séquestré pendant trois jours, Victor Diaz a été finalement relâché , dans la campagne, les yeux bandés, les mains liées et gravement blessé .

A la base minière de Gran Bretaña, furent arrêtés les camarades
Hugo Tembladera
Rodolfo Perez
Tinoteo Iñiga

On ignore où se trouvent ces camarades et pourquoi ils ont été arrêtés.

Le mouvement des Etudiants a été, pour sa part, aussi victime de la répression exercé par le gouvernement :

L'université de San Agustín a Arequipa a été fermé pour trois mois . 120 professeurs ont été licenciés sur le champ . Le restaurant universitaire a été occupé et fermé par les forces de police. Avec la brutalité qui leur est coutumière, ils ont ensuite envahie le campus de l'Université .

Lors de ces événements , la police a dû s'affronter à la résistance des étudiants et des professeurs qui défendaient leurs positions de classe et leurs droits . Des dizaines d'étudiants et de professeurs ont été détenus .

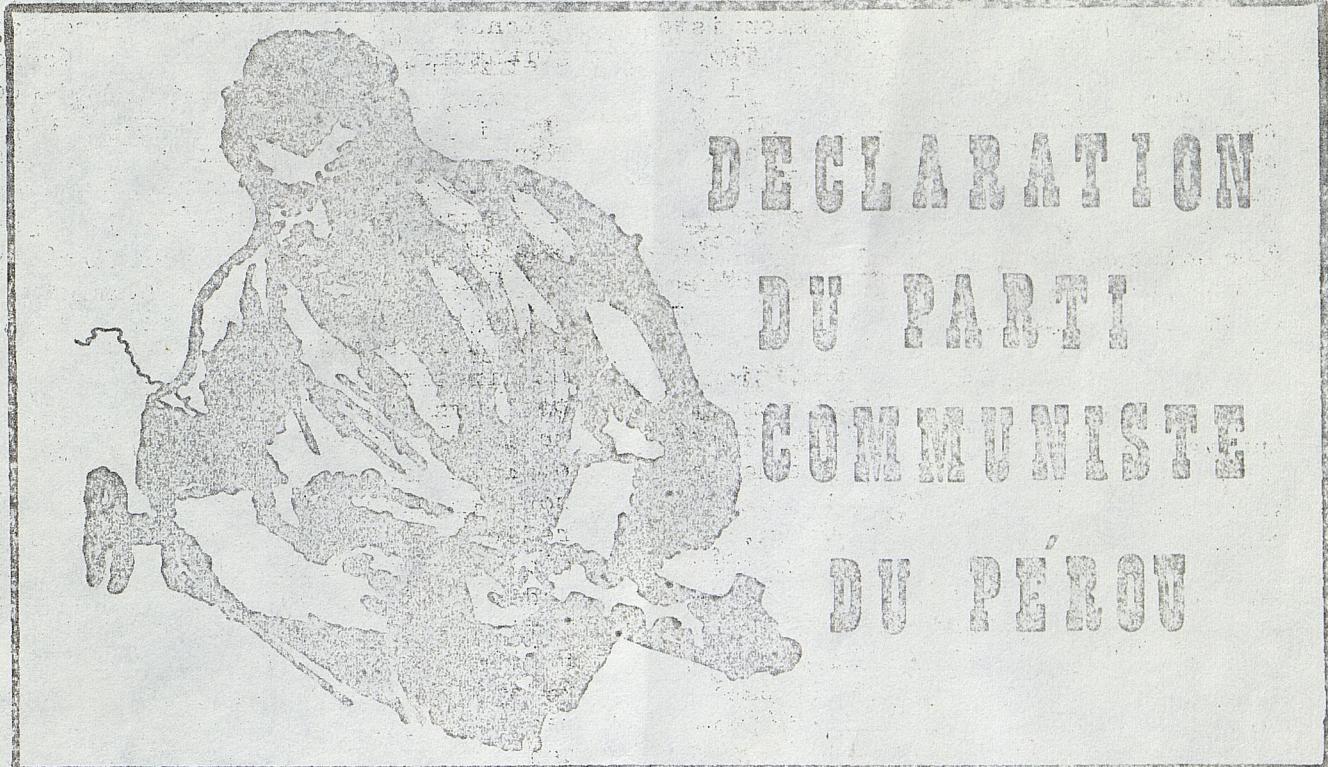
Le 12 février l'étudiant Elmer Garato , militant du FER, a été tué dans cette lutte et la police a enlevé son cadavre pour l'enterrer dans un endroit inconnu .

Le 13 fevrier plus de deux mille étudiants sont descendus dans la rue pour rendre hommage à leur camarade , assassiné par la police .

DERNIERE MENACE CONTRE LE PROLETARIAT:

Le gouvernement vient de prendre une autre mesure visant les luttes populaires. Le 9 avril, le gouvernement a décreté l'état d'urgence dans la zone centrale du pays, mesure qui permettra ainsi d'expulser aux travailleurs qui passent la grève. La situation est d'autant plus grave puisqu'elle atente contre les mineurs, les plus combatives du pays spécialement ceux des mines de CENTROMIN-PERU (Ex-Cerro) ,propulseurs du CCUSC, juste au moment où celui-ci doit réalicer son II Assamblee Nationale Syndical de classe.

Le gouvernement a changé presque tous les directeurs des journaux "socialisés", cette mesure nous montre encore une fois le caractère démagogique de la "socialisation" de la presse et la soi-disant "liberté de presse" que ne permet même pas la critique de ses partisans. En autre, le gouvernement a poursuivi le directeur de la revue "MARKA".



DECLARATION DU PARTI COMMUNISTE DU PÉROU

CONTRE LA FAIM, LA SERVILITÉ,
LA SUREXPLOITATION ET LA FASCISATION
CROISSANTE DU RÉGIME : APPROFONDIR
LA LUTTE DES MASSES

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU
COMITÉ CENTRAL :

A la classe ouvrière, à la paysannerie, au peuple péruvien :

Le gouvernement militaire a pris récemment une série de mesures destinées à "réactiver la production nationale" sous le signe de "plus de production" et "paix sociale", et de nature réactionnaire. Ces mesures furent longuement exposées par le Ministre Barua lors de son allocution télévisée de la soirée du 12 janvier.

Quel est l'état de l'économie nationale, et la situation politique du pays ? Le rapport du Ministre de l'Economie et des Finances, d'une part, et les déclarations des principaux porte-paroles du régime confirment l'état catastrophique, la crise profonde qui affecte toutes les branches de l'économie nationale et le budget fiscal, situation que notre parti a toujours dénoncée avec insistance depuis 1972 quand les signes étaient déjà évidents.

Le pays affronte la crise économique et fiscale la plus sérieuse et la plus profonde de ces dernières décennies, dont la racine est éminemment structurelle, c'est à dire qu'elle se localise dans la nature même de la société péruvienne semi-féodale et néocoloniale, et dans la base productive, c'est à dire ce qu'on produit comment et pourquoi ; en somme dans la contradiction aiguë entre les forces productives et les relations de production dépassées qui font obstacle et s'opposent à leur développement. C'est sur cette base que gravite la crise financière, économique et monétaire qui frappe les campes impérialiste *du pays, ce qui démontre le caractère déformé et dépendant de celle-ci, conditionnée aux exigences et aux besoins de la métropole impérialiste.

Le dit "programme de réactivation économique" est la réponse de la grande bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers de nouveau type au pouvoir et leur gouvernement à cette crise économique et aux progrès constants des luttes populaires. C'est pour cela qu'il ne reflète et ne peut refléter sous aucun aspect les intérêts des grandes masses travailleuses. De là son essence profondément réactionnaire et anti-populaire que la

* et social-impérialiste

presse-officialiste s'efforce d'embellir et que la clique révisionniste et sa comparses au sein de la CGTP essaie de justifier, tandis que la bureaucratie étatique s'engraisse au dépens du fisc, grâce à des affaires louches et à la dépréciation des entreprises d'état, les grands bourgeois et gros propriétaires fonciers étant les bénéficiaires directs de la crise.

Que faire dans ces conditions ? Appuyer et défendre le gouvernement selon le prêche et le fait du révisionisme créole et du réformisme en général et de tous les secteurs réactionnaires du pays ? ou bien, sous le prétexte de "ne pas faire le jeu de l'ultra-droite" et de favoriser un "progressiste" dans le gouvernement, limiter les luttes des masses aux simples revendications économiques, sociales et politiques, freinant ainsi leur combativité et en les poussant à communier avec un "programme populaire" d'issue à la crise, comme le soutiennent VR et PCR, par exemple ? Ou plutôt montrer en toute nudité la profondeur de la crise et la responsabilité directe du gouvernement militaire et monter les masses à la lutte résolue non seulement contre les effets de la crise mais contre ses causes mêmes, contre le système social dans son ensemble et les expressions politiques et de pouvoir des classes exploiteuses et ses maîtres impérialistes, yankees principalement, et frapper sans arrêt la démagogie réformiste, les mesures ouvertement anti-populaires et réactionnaires du gouvernement, son offensive fascisante contre les masses, et dirigée à écraser la combativité de ces dernières, à étouffer le combat pour ses revendications économiques, sociales et politiques ; il faut aller en avant pour la constitution du chemin indépendant du prolétariat et du peuple péruvien vers la révolution nationale, démocratique et populaire et le socialisme.

Ce sont là trois lignes différentes qui emmènent aussi à trois résultats opposés. La classe ouvrière, la paysannerie et le peuple péruvien se sont prononcés pour la dernière issue, la seule vraiment révo-

lutionnaire et conséquente avec la défense de leurs intérêts immédiats et futurs. La profonde crise économique, l'offensive de la grande bourgeoisie et son gouvernement contre les masses travailleuses, l'intensification de leurs mesures fascistes, et leur abandon effréné aux monopoles impérialistes, qui enfoncent le peuple dans la faim, le chômage, la misère et l'exploitation brutales, imposent le besoin de défendre leurs salaires réels baissés à l'extrême, et leurs conquêtes démocratiques et sociales piétinées et frappées durablement. Mais aussi il y a le besoin d'aller plus loin, vers la solution radicale du mal : vers la transformation révolutionnaire de la société. La tâche des révolutionnaires consiste précisément à assurer que les masses qui se radicalisent et avancent vers le classisme et la révolution, prennent conscience de cette situation et se lèvent résolument à la lutte. Seulement à travers l'action elles conquerront leurs revendications et paraliseront les manœuvres de l'ennemi de classe qui tient à les domestiquer. Seulement à travers la lutte révolutionnaire, elles seront en capacité de séparer la graine de la paille et combattre sans merci le réformisme et le révisionisme, leurs ennemis mortels.

Pour les larges secteurs populaires qui se réveillent à la vie politique, la ligne de démarcation qui sépare la révolution de la contre-révolution se fait plus claire et profonde, entre le peuple et ses bourreaux. Nous sommes donc à la veille de grandes luttes de masses. Préparons nous pour les affronter avec décision.

UNE ISSUE QUI A SUFFÉ DAVANTAGE LES MASSES

Parallèlement aux manœuvres politiques la junte utilise des mesures économiques pour frapper le peuple et pallier la crise économique.

Dans ce sens sont dirigées les manœuvres politiques et les efforts pour donner vie au Front de Défense de la Révolution Péruvienne (créé par le gouvernement) qui visait à aggrader les forces du gouvernement

et à se constituer en force de frappe politique principale pour s'opposer et contenir la vague des luttes populaires. D'un autre côté il y a la cohésion des forces réactionnaires autour du gouvernement militaire et la vague fascisante qui assume diverses formes : violation de domicile, détention et incarcération des dirigeants syndicaux, conseillers juridiques et lutteurs sociaux, et même des interventions armées dans les syndicats de la part des forces répressives ou des bandes paramilitaires montées, financées et protégées par le gouvernement (cas du MLR ou de la récemment créée



au Ministère d'énergie et mines sous le titre de "la Pomada" (la baume) et qui a commencé à opérer à l'Oroya...

La junte déplie également un éventail de mesures sur le terrain économique pour pallier la crise et ses effets, en intensifiant la faim et la misère des masses et au prix d'un plus grand abandon à l'imperialisme. Cette crise se manifeste à travers l'énorme dette extérieure de 6 milliards de dollars environ, le gigantesque déficit de la balance commerciale de près de 1,2 milliards de dollars ; et l'inflation galopante

traduite par une hausse du coût de la vie qui est de plus de 70 % pendant ces derniers mois, sans compter la hausse des prix et la dévaluation de Septembre dernier ; elle (la crise) se manifeste également à travers la baisse des salaires réels et du pouvoir d'achat des majorités paysannes condamnées à la ruine et la misère ; à travers la crise de la production agricole (en 1975 il y a eu une croissance d'à peine 1 % selon les sources officielles) ; crise de la production minière, industrielle de la pêche, etc ... , le gigantesque déficit fiscal de plus de 104 milliards de soles.

L'économie est donc une économie en ruines et les perspectives sont encore pires.

Dans cet état de choses la "réactivation économique" comprend, en plus du réactionnaire D.L. 21394, un plus grand endettement extérieur, des nouveaux impôts qui affectent principalement, par voie indirecte, aux masses travailleuses génératrices de la plus value, et à la bourgeoisie moyenne, surtout à ses couches les plus basses, moyennant l'augmentation du taux d'un impôt au patrimoine des entreprises, réduction des subsides stimulant ainsi à la grande bourgeoisie qui bénéficiera des 5 % du remboursement tributaire aux exportations (CERTEX)

LE D.L. 21394 ET LE REJET POPULAIRE

Profitant du réajustement de prix et salaires le gouvernement a décrété une nouvelle agression affectant fondamentalement les travailleurs salariés, à travers le DL 21394 et qui virtuellement se transforme en un nouveau régime salarial.

1°. A travers ce dispositif on diminue les augmentations (topes) salariales à 55 soles comme maximum

2° interdit les revendications salariales pendant 1976 les substituant pour la dite "assignation pour négociation collective" laquelle ne fait pas partie des salaires et revenus de base et n'est pas pris en considération pour le payement des heures extras et compensation de

temps de service.

3° Supprime toute amélioration des conditions de travail jusqu'à 1977

4° Réprime le libre exercice de la dirigeance syndical (art 8)

5° Concède une illusoire compensation de 840 soles par mois, très au-dessous de la hausse du coût de la vie qui est de 70 % et lequel ne sera pas non plus considéré comme salaire ou revenu de base. De tout ceci il résulte clairement que cette mesure est dirigée à favoriser intégralement les patrons et contre les travailleurs, en plus de constituer un dispositif antidémocratique et répressif.

Néanmoins ce sont les masses de paysans pauvres et moyens, les travailleurs temporaires ou indépendants, et qui sont des millions de personnes, qui vont subir avec toute cruauté les récentes mesures économiques du régime, étant donné que d'après leur situation ne pourront percevoir aucun type de compensation économique ni conquérir de revendications salariales

La dérogation de ce dispositif réactionnaire est impératif. Les masses l'ont compris ainsi. Contre lui doivent se diriger les forces et le combat des masses.

Mais ce ne sont pas uniquement les ouvriers, paysans et employés qui subiront les effets de ces mesures. Elles affectent aussi les petits commerçants (minoristas) contre qui elles enfilent sous le prétexte de la "lutte contre la spéculation et les accapareurs", avec la claire intention de distraire l'opinion, les affronter avec le peuple pour ainsi jeter un rideau de fumée sur le manque de produits alimentaires, en laissant de cette manière le terrain ouvert pour les véritables promoteurs du marché noir, les grands contrebandiers et trafiquants qui opèrent sous protection officielle.

Le D.L. affecte aussi un important secteur de la bourgeoisie moyenne qui malgré la promesse d'une loi de promotion de la petite entreprise (de la part du gouvernement) est harcelé par le monopole d'Etat, par les coûts élevés des machines et inputs et de

la production, par les communautés laborales, en plus d'être opprimé par l'impérialisme et les grands bourgeois, et condamné à la faillite ou se transformer en EPS.

L'offensive économique et politique du gouvernement affecte, sans le douter, des larges couches de la population, puisque ses bénéficiaires n'est qu'un secteur réduit d'exploiteurs et bureaucraties en possession de l'appareil d'état et des entreprises étatiques, et tous au service de l'impérialisme principallement nord-américain, et du



social-impérialisme soviétique qui étend sa veste noire sur notre pays.
QUE FAIRE ?

S'organiser et lutter, s'organiser et lutter à tous les niveaux pour la défense et conquête de nouvelles revendications économiques, sociales et politiques fondamentales. S'organiser et lutter pour arracher les masses à l'étranglement de l'économie et du spontanéisme, pour rompre l'influence paralysante du réformisme et du révisionisme sur elles, pour les faire avancer vers

le niveau de la conscience révolutionnaire et les tâches révolutionnaires, vers le niveau des exigences du programme de la révolution nationale, démocratique et populaire, en promouvant simultanément la formation de l'alliance ouvrière-paysanne.

Bien que la lutte économique soit importante et nécessaire, elle est insuffisante. Néanmoins, les luttes pour les revendications économiques dans les conditions actuelles se heurtent nécessairement contre les classes réactionnaires dans leur ensemble et leur pouvoir économique, pouvant donc déboucher en actions politiques importantes. C'est pour cela qu'il est indispensable - en gardant leur totale indépendance politique et organique - que la classe ouvrière, la paysannerie, et le peuple, ouvrent leur champ d'action et transforment la mobilisation politique de masses à sa forme de combat principal, en luttant pour :

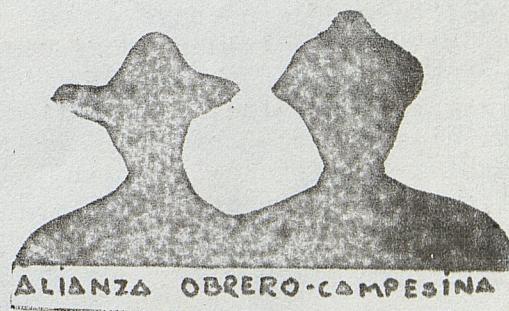
- 1° augmentation de salaires en 100 % sur la base de ceux de janvier de cette année
- 2° pour le blocage des prix des aliments et articles de première nécessité et contre le non-approvisionnement
- 3° pour la dérogation du D.L. 21394 contre les plafonds salariaux (topes) et pour la mise en vigueur des cahiers annuels salariaux.
- 4° défense des droits démocratiques et syndicaux conquis par les masses : liberté de presse, organisation, manifestation, opinion, etc.
- 5° contre les mesures répressives du régime et les bandes armées du MLR et autres, contre les organisations corporatistes, et pour l'organisation de groupes d'autodéfense des masses pour rejeter l'offensive de l'ennemi de classe
- 6° pour que les terres en possession des coopératives, SAIS et EPS passent intégralement aux paysans qui les travaillent, pour terres pour la majorité paysannes ruinées et dépouillées par la loi de R.A. 17716, contre toute forme d'imposition des entreprises d'Etat à la campagne et pour le respect de

la volonté majoritaire de la paysannerie ; diminution de Predios, tributs, et contre le paiement de la dette agraire, pour meilleurs prix pour les produits agricoles et pour les subsides des produits alimentaires de base.

7° pour la liberté de tous les prisonniers politiques et sociaux et la réintégration des travailleurs licenciés.

Il est indispensable d'unifier et centraliser les luttes des travailleurs de tout le pays autour du CCUSC, préparer l'arrêt de travail et la mobilisation nationale du 22 et 23 mars pour rompre la passivité imposée par le révisionisme créole à la CGTP et arriver dans les meilleures conditions à la deuxième Assemblée Nationale Syndicale de classe à s'effectuer le mois d'avril prochain. La lutte pour fortifier le CCUSC et sa vigueur parmi les masses est partie importante du combat pour démasquer et isoler la clique révisioniste et avancer dans la reconstruction classiste de la CGTP à partir de ses bases.

Il faut marcher vers la construction d'une véritable centrale syndicale de classe et indépendante de la paysannerie nationale, en combat frontal contre la corporatiste



CND et contre les courants réformistes qui lui font le jeu et étouffent la combativité des travailleurs de la campagne.

Il faut mettre en avant l'organisation des FEDIP (Frente de Defensa de los intereses del pueblo) et unir les plus larges couches de la popu-

l'organisation urbaine et rurale en suivant la tradition éroïque des masses de la Forêt Nord, en levant leur niveau de conscience et leurs méthodes de lutte et organisation et transformer les FEDIP en puissants instruments de lutte des classes dans les mains du prolétariat révolutionnaire.

Il faut stimuler l'organisation de groupes d'autodéfense des masses pour leur permettre d'affronter et répondre coups par coups aux bandes du MLR et autres similaires, en assurant ainsi la défense physique des organisations syndicales et des masses face à l'attaque de la réaction et à l'offensive fascisante du régime militaire.

Dans ce combat il faut gagner les masses dans les tâches de la révolution nationale, démocratique et populaire, surmontant le spontanéisme et en écrasant les courants apolitiques, véritables obstacles pour le progrès de la classe ouvrière et le peuple vers les positions de la révolution.

Le Parti Communiste du Pérou, parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière, dans le même temps qu'il pose la lutte la plus résolue pour les revendications économiques politiques et sociales des masses populaires, pose aussi la plus résolue lutte contre la domination impérialiste sur notre pays et peuple, contre les grands bourgeois gros propriétaires fonciers et laquais à leur service, contre leur dictature de classe, contre le réformisme et le révisionisme qui sont les instruments de ceux-là pour faciliter l'exploitation de millions de péruviens.

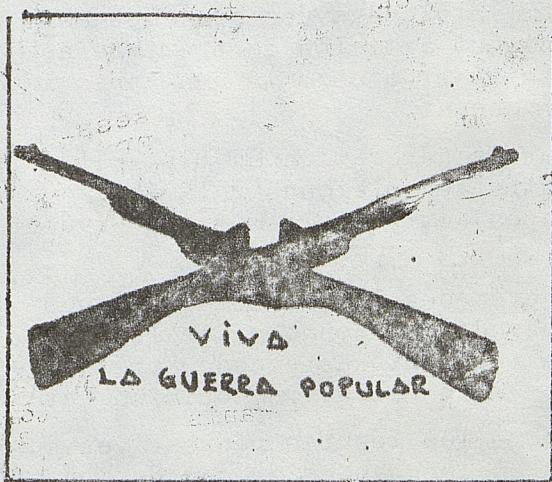
Que les classes exploiteuses et l'impérialisme tremblent devant la lutte de la classe ouvrière et le peuple. La classe ouvrière et le peuple péruvien n'ont rien à perdre, sauf ses chaînes.

- !! CONTRE LA FAIM, LA SERVILITE, LA SUREXPLOITATION ET LA FASCISATION CROISSANTE DU REGIME MILITAIRE : APPROFONDIR LA LUTTE DES MASSES !!
- !! FORGER L'ALLIANCE OUVRIERE-PAYSANNE !!
- !! POUR UN GOUVERNEMENT POPULAIRE REVOLUTIONNAIRE !!
- !! POUR LA LIBERATION NATIONALE, LA DEMOCRATIE POPULAIRE ET LE SOCIALISME !!

Février 1976

Le Bureau politique
du Comité Central

LISEZ ET DIFFUSEZ "PATRIA ROJA"



NOUVELLES

MANOEUVRE DE BLANCO - VR Y CCP (LETTS - LUNA)

Au même moment où Morales Bermudez et ses ministres faisaient une tournée dans le sud du Pays (Cuzco et Puno), région où la réforme agraire a été un échec total , quelques dirigeants de la CCP (Confédération Paysanne du Pérou) parmi lesquels Hugo Blanco, ancien leader paysan, Ricardo Letts et M. Luna, tous deux de l'organisation Vanguardia Revolucionaria, avaient décidé de faire eux aussi une telle tournée par les vallées de la Convencion et Lares, prétextant de vouloir organiser une Assemblée élargie de la CEN-CCP (CEN = Comité executif national). Pour attirer les paysans, on presenta Hugo Blanco, déporté en 1971 et récemment revenu au Pérou . Ce dernier , fermant les yeux sur la situation réelle, voulait démontrer à ses camarades de la CCP qu'il avait toujours la confiance des paysans, comme cela avait été le cas dans le temps , où un secteur de la paysannerie l'avait en effet appuyé . S'adressant aux paysans, il leur raconta d'abord les difficultés de sa vie en exil , il critiquait ensuite la CCP dans quelques aspects secondaires et demanda finalement à la FPCCL (Federación provincial de campesinos de la Convencion y L.) de le proposer comme secrétaire de presse à la CCP . Parlant du gouvernement, il ne cachait pas qu'il avait quelques espoirs en Morales Bermudez, de même, comme il en avait eu en Velasco Alvarado. Hugo Blanco fut très étonné lorsque un orateur parlait de la nécessité d'une guerre populaire , seule solution pour conquérir le pouvoir politique .

L'objectif de cette manœuvre des dirigeants de la CCP était de gagner le contrôle bureaucratique de la FDCC (Fédération dept. des paysans du Cuzco) et de la FPCCL , qui sont les bases les plus combatives dans le pays , avec une vieille tradition de lutte . Le gouvernement , malgré tous ses efforts, n'est pas arrivé à les neutraliser jusqu'à présent . Ce sont ces mêmes bases qui ont été censurés et expulsés lors du II congrès national de la CCP à Querecotillo-Piura, pour avoir persisté dans leurs positions de classe .

En conclusion, nous voyons comment se démasquent les opportunistes de la CCP , par leur position de conciliation et de capitulation face à la politique du régime. On a pu en même temps observer le niveau élevé de la conscience des paysans, qui s'opposent à ceux qui trafiquent avec les intérêts de la paysannerie . Sous la consigne " Pour l'indépendance de la FPCCL et de la FDCC, face à la CCP " ils combattent contre la tentative de les neutraliser et de faire d'eux les complices et partisans de la ligne pro-gouvernementale et anti-paysanne de la CCP . Ils luttent de l'extérieur, pour la reconstruction de la CCP, renforçant et activant le CCUCC (Comité de coordination et unification classiste de la paysannerie), tout en impulsant la lutte de classe dans les campagnes .

POSICION DE CLASE

A partir du mois d'avril , apparaîtra une revue Marxiste-Leniniste pensée Mao-Tsé-Toung, POSICION DE CLASE pour remplir le manque d'une presse révolutionnaire dans notre pays.

Les tâches de cette revue seront: d'apporter aux masses les orientations stratégiques et tactiques de réel contenu de classe.

Analiser et diffuser les luttes populaires et délimiter ses positions avec les tendances révisionnistes, trotskistes, neo-trotskistes, et tout sorte d'opportunitismes. Et aussi contre ceux qui trouvent des lieux progressistes, nationalistes ou des attitudes "révolutionnaires" et même "socialistes" à la J. M. G. pro-imperialiste, représentante de la grande bourgeoisie industrielle financière et des propriétaires fonciers de type nouveau.

MANOEUVRES ET TRAHISONS.

Le SUTE VIII (syndicat unique des travailleurs de l'enseignement de la huitième région - Nord) convaincu qu'en s'intégrant à la FEDETAL (fédération départementale des travailleurs de La Libertad), il serait possible de donner un appui modeste , fraternel et honnête à l'unité de classe et que cela permettrait en même temps d'organiser la solidarité avec les autres travailleurs, avait décidé de s'incorporer à la Fédération dont il était fondateur .

Mais la direction révisionniste de celle-ci, laissant entrevoir ses manœuvres sectaires, voulait exercer un chantage et exigeait que le SUTE devait renoncer au CCUSC - que en ce moment représente la seule alternative syndicale de classe du prolétariat - et devait le dénoncer publiquement.

Lors d'une discussion avec les bases, le SUTE fut défendue par celles-ci contre la position opposée soutenue par deux dirigeants de la FEDETAL. Lorsqu'on venait aux votes, les vieux manoeuvriers révisionnistes contestèrent le résultat et imposèrent un deuxième vote, faisant alors pression sur quelques dirigeants pour obtenir leurs voix. De cette façon ils obtinrent gain de cause et pouvaient arriver à leur but :

- empêcher l'unité de classe
 - isoler l'organisation représentative des travailleurs de l'enseignement
 - imposer aux bases une attitude "moutonnière" et les obliger à suivre la politique syndicale réformiste de la direction.

Le SUTE remercia les bases qui avaient appuyés sa ré-incorporation dans la FEDETAL et lançait un appel à tous les travailleurs de l'enseignement, leur demandant de combattre pour la véritable unité syndicale des travailleurs et de maintenir ferme leur position de classe.

C'est ainsi que les forces classistes ont perdu une bataille, mais non la guerre, puisque la victoire finale appartiendra, tôt ou tard, à ceux qui défendent et luttent pour une juste cause.

UNIVERSITES POPULAIRES

Sur l'initiative du SUTEP et avec l'appui du CCUSC, de la FMTMMP et de divers autres syndicats, on inaugura, le 17 janvier 76, à LIMA, la IV e Université Populaire José Carlos Mariátegui, en présence d'une représentation massive d'ouvriers.

Cela nous démontre le progrès dans la prise de conscience des travailleurs et leur décision d'affronter chaque fois dans de meilleures conditions l'offensive de la Junta Militaire.

De telles universités ont été créées en même temps dans d'autres départements comme Arequipa, Chiclayo, Trujillo. À l'exemple de Lima, les cours sont donnés partout par des dirigeants syndicaux, des travailleurs sociaux et des étudiants. Ceci donne au développement des classes un caractère qui est en accord avec la politique du prolétariat.

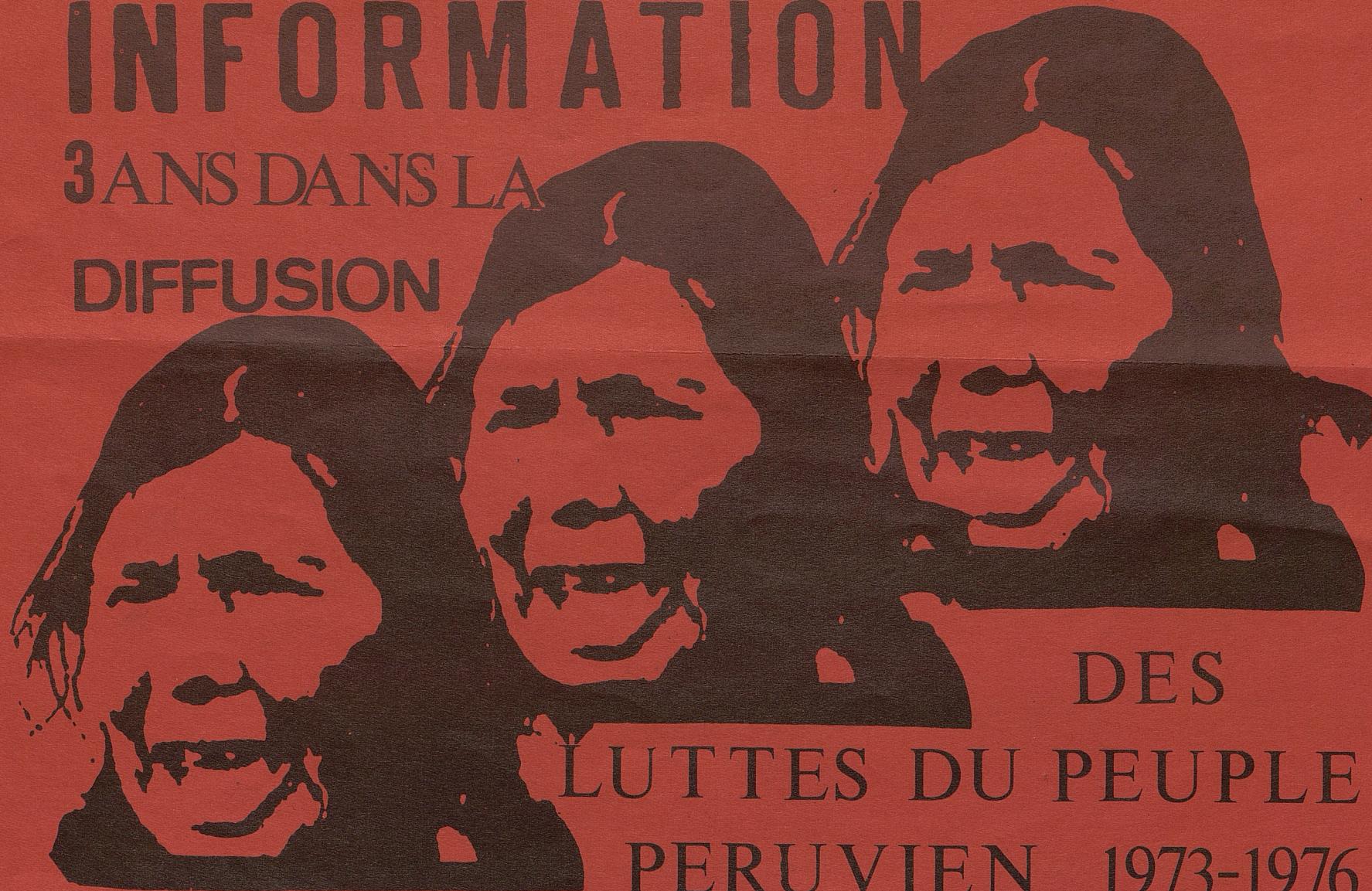
DEPART DU SUTEP

Le SUTEP a accordé son départ massive et organisée (processus d'un an plus ou moins) des coopératives des enseignants, signalant le fait que les problèmes du peuple ne seront pas résolus avec des coopératives inserées dans le système capitaliste. Le gouvernement profité pour ouvrir une autre campagne contre ce syndicat de classe.

pérou

INFORMATION

3 ANS DANS LA
DIFFUSION



DES
LUTTES DU PEUPLE
PERUVIEN 1973-1976

